

# Éditorial

## L'OCDE fête ses 50 ans d'existence!

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a été créée en 1961 à Paris, par vingt pays, dont dix-huit européens parmi lesquels la Suisse, avec pour objectif de promouvoir des politiques économiques visant à améliorer le bien-être économique et social dans le monde.

Célébrant son 50<sup>e</sup> anniversaire, l'OCDE peut se targuer d'un bilan positif. En effet, forte de ses trente États membres, elle a réussi à rester fidèle aux valeurs qui ont guidé son action: l'ouverture économique basée sur des travaux objectifs et la diffusion de normes et de standards économiques. Son succès se mesure également à l'aune de l'intérêt qu'elle suscite au-delà de ses membres, plus particulièrement auprès des grandes économies émergentes. Le lancement de nouveaux partenariats avec ces dernières dès 2007 jette les bases d'une coopération pérenne, permettant de mieux relever les défis auxquels l'économie mondiale est confrontée.

L'originalité de l'OCDE réside principalement dans ses méthodes de travail fondées sur le dialogue et les revues par les pairs, débouchant sur une palette d'instruments plus ou moins contraignants. Les lignes directrices et autres recommandations, bien que n'étant pas juridiquement contraignantes, ont dans la pratique une force morale importante. C'est par exemple le cas des *principes directeurs à l'intention des entreprises multinationales* ou des *recommandations du Comité d'aide au développement*. Les pays membres ont, par contre, l'obligation de mettre en œuvre les décisions (par exemple les codes sur la libération des mouvements de capitaux) et autres arrangements (par exemple sur les crédits à l'exportation), dont l'application est soumise à une surveillance rigoureuse. Ces instruments constituent des aides précieuses à la prise de décision politique, ainsi que pour les chercheurs et les experts nationaux. Néanmoins, l'OCDE n'est pas une tour d'ivoire et certaines de ses publications sont connues du grand public: ainsi en est-il des études Pisa, qui évaluent annuellement les résultats des pays en matière d'éducation.

Active contributrice aux activités de l'OCDE, la Suisse a vécu ces dernières années une relation mouvementée, due principalement à la gestion du dossier fiscal. Il n'en demeure pas moins que cette organisation représente une plateforme de premier choix pour évaluer ses performances économiques et renforcer ses réseaux. Par ailleurs, les contributions de l'OCDE au G20 lui permettent de suivre les discussions de ce forum informel influent. Dans ce contexte, la Suisse maintiendra son engagement envers l'OCDE afin que celle-ci continue d'enrichir le débat économique et d'essaimer de bonnes pratiques, tout en intégrant les apports originaux des pays partenaires!



**Didier Chambovey**

Chef du centre de prestations Commerce mondial, Direction des affaires économiques extérieures, Secrétariat d'État à l'économie SECO

